



## REPUBLIQUE TOGOLAISE

-----  
MINISTRE DES FINANCES  
ET DU BUDGET

SECRETARIAT GENERAL

-----  
DIRECTION GENERALE DU TRESOR  
ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

# RAPPORT SUR L'EXECUTION DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT A FIN MARS 2026

## 1. COMMENTAIRE SUR LE TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT

### 1.1. Prévision budgétaire

La loi n° 2025-002 du 31 décembre 2025 portant loi de finances, exercice 2026, élaborée conformément au format des statistiques des finances publiques, fixe les prévisions des recettes totales et dons à 1.421,4 milliards et celles des dépenses totales à 1.627,9 milliards dégageant un déficit budgétaire de 206,6 milliards, soit 2,8% du PIB. Ces recettes se décomposent en recettes fiscales pour 1.096,1 milliards, recettes non fiscales pour 109,6 milliards, dons pour 166,9 milliards et des recettes des comptes d'affectation spéciale (CAS) pour 48,7 milliards. Quant aux dépenses, elles comprennent 977,5 milliards de dépenses courantes, 601,7 milliards de dépenses en capital et 48,7 milliards des dépenses des comptes d'affectation spéciale (CAS).

### 1.2. Exécution budgétaire

A fin mars 2026, la situation consolidée de l'exécution des opérations financières de l'État fait ressortir un déficit dons compris, sur la base des ordonnancements, de 75,3 milliards. Ce déficit résulte d'un niveau d'exécution des dépenses plus élevé que celui des recouvrements de recettes. Comparé à la même période en 2025, le déficit s'est amélioré de 30,8%.

#### 1.2.1. Analyse détaillée des recettes et dons

Au premier trimestre 2026, les recettes totales et dons ont été mobilisés pour 255,5 milliards contre une prévision budgétaire de 1.421,4 milliards, soit un taux de recouvrement de 18,0%. Ces recettes sont en hausse de 8,7% en glissement annuel. Les recettes totales et dons sont constituées de recettes fiscales, recettes non fiscales, les recettes des CAS et les dons.

- **Les recettes fiscales** : réalisées pour un montant de 236,6 milliards contre une prévision annuelle de 1.096,1 milliards, soit un taux de réalisation de 21,6%. Elles sont en hausse de 13,4% en glissement annuel. Les taux de réalisation du Commissariat des impôts (CI) et du Commissariat des douanes et droits indirects (CDDI) sont respectivement de 21,1% et 22,2% de leur objectif annuel.
- **Les recettes non fiscales** : elles ont été recouvrées à 5,0 milliards contre une prévision de 109,6 milliards, soit un taux de réalisation de 4,6% et en repli de 10,1% comparé à la même période un an plus tôt.

- **Les dons** : prévus pour 166,9 milliards, ils ont connu un niveau de mobilisation de 13,9 milliards, soit un taux de réalisation de 8,3% fin mars 2026. En glissement annuel, les dons ont connu un repli de 30,9%.

### 1.2.2. Analyse détaillée des dépenses totales

Au 31 mars 2026, les dépenses totales ont été exécutées à 330,8 milliards pour une prévision budgétaire de 1.627,9 milliards, soit un taux d'exécution de 20,3%. Elles ont régressé de 3,8% en glissement annuel. Elles se décomposent en deux (2) grandes catégories que sont les dépenses courantes et les dépenses d'investissement.

#### ▪ Les dépenses courantes

Prévues pour 1.026,2 milliards, elles ont été exécutées à 206,8 milliards à fin mars 2026, soit un taux d'exécution de 20,2% et en régression de 12,8% en glissement annuel. Elles se décomposent en dépenses de personnel, dépenses d'acquisition de biens et services, dépenses de transferts et subventions et en charges financières de la dette.

- ✓ **Les dépenses de personnel** sont exécutées à 22,8% des prévisions, soit 85,1 milliards.
- ✓ **Les dépenses d'acquisition de biens et services** sont exécutées pour 28,8 milliards, soit un taux d'exécution de 17,3%.
- ✓ **Les dépenses de transferts et subventions**, prévues pour 248,8 milliards, ont connu un niveau d'exécution de 39,4 milliards, soit un taux d'exécution de 15,8%.
- ✓ **Les charges financières de la dette** sont exécutées pour 53,5 milliards contre une prévision de 188,6 milliards, soit un taux d'exécution de 28,4%.

#### ▪ Les dépenses d'investissement

Cette catégorie de dépenses a connu un niveau d'exécution de 124,0 milliards pour une prévision de 601,7 milliards, soit un taux d'exécution de 20,6% et en hausse de 6,5% par rapport à son niveau à fin mars 2025. Elles sont financées à 45,8% par les ressources extérieures (emprunts et dons) et 54,2% par ressources internes avec des taux d'exécution respectifs de 14,6% et 31,3% des prévisions annuelles. Les dépenses d'investissement financées sur les ressources extérieures se décomposent en dons projet pour 13,9 milliards et emprunts projet pour 42,9 milliards.

### 1.2.3. Analyse des soldes

L'exécution, à fin mars 2026, fait ressortir un excédent primaire intérieur de 21,1 milliards correspondant à 13,7% des prévisions et un déficit global dons inclus (base ordonnancement) de 75,3 milliards. Certes, on dénote une bonne performance du solde primaire intérieur mais on constate qu'après la prise en compte des dons, des charges financières et des dépenses financées sur ressources extérieures, ce solde s'est dégradé. Par ailleurs, il est à noter qu'à fin mars 2026, les instances de paiement s'élèvent à 10,6 milliards. Leur prise en compte a conduit à un déficit global (base caisse) de 64,7 milliards qui est financé totalement.

#### **1.2.4. Analyse du financement**

À fin mars 2026, la structure de financement met en évidence une forte mobilisation de ressources extérieures. En effet, le financement extérieur net s'élève à 171,8 milliards alors qu'on note un désengagement de l'État vis-à-vis du financement intérieur, à hauteur de 107,1 milliards.

Le financement extérieur provient des nouveaux tirages pour 206,9 milliards (emprunts projets pour 42,9 milliards et autres emprunts pour 164,0 milliards) et du remboursement du principal au titre de la dette extérieure pour 35,0 milliards.

Le financement intérieur résulte de l'effet combiné des désengagements de l'État vis-à-vis du système bancaire (4,2 milliards), des banques régionales (98,5 milliards) et du système non bancaire (4,4 milliards). Sur la période sous revue, les créances nettes de la banque centrale se sont établies à -5,3 milliards, en lien avec le remboursement du concours du FMI pour 2,0 milliards et d'une hausse des dépôts de l'État pour 3,3 milliards. Au niveau des banques primaires nationales, les créances nettes se sont élevées à 1,2 milliards, résultant d'une souscription nette de titres public de 0,6 milliard et d'une baisse des dépôts de l'État pour 0,6 milliard.

#### **1.2.5. Programme économique et financier du FMI**

Par rapport au programme économique et financier conclu avec le FMI, tous les critères fixés à fin mars 2026 ont été respectés.

**TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (TOFE) A FIN MARS 2026**

RUBRIQUES	EXECUTION MARS 2025	BUDGET 2026	EXECUTION - FIN MARS 2026		TAUX DE VARIATION (EN GLISSEMENT ANNUEL)
			MONTANT	TAUX	
<b>RECETTES TOTALES ET DONS</b>	<b>234,97</b>	<b>1 421,35</b>	<b>255,51</b>	<b>18,0%</b>	<b>8,7%</b>
<b>RECETTES FISCALES</b>	<b>208,71</b>	<b>1 096,11</b>	<b>236,63</b>	<b>21,6%</b>	<b>13,4%</b>
COMMISSARIAT DES IMPÔTS	110,38	<b>616,26</b>	<b>130,03</b>	21,1%	17,8%
COMMISSARIAT DES DOUANES ET DROITS IND.	98,33	<b>479,85</b>	<b>106,59</b>	22,2%	8,4%
RECETTES NON FISCALES	5,59	<b>109,61</b>	<b>5,02</b>	4,6%	-10,1%
RECETTES DES CAS	0,61	<b>48,68</b>	<b>0,00</b>		
<b>DONS</b>	<b>20,06</b>	<b>166,94</b>	<b>13,86</b>	<b>8,3%</b>	<b>-30,9%</b>
DONS PROJETS	20,06	<b>166,94</b>	<b>13,86</b>	8,3%	
DONS PROGRAMME	0,00	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	#DIV/0!	
FONDS DE CONCOURS INTERIEUR	0,00	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		
<b>DEPENSES ET PRETS NETS</b>	<b>343,68</b>	<b>1 627,90</b>	<b>330,79</b>	<b>20,3%</b>	<b>-3,8%</b>
<b>DEPENSES COURANTESS</b>	<b>237,30</b>	<b>1 026,16</b>	<b>206,82</b>	<b>20,2%</b>	<b>-12,8%</b>
CHARGES FINANCIERES	47,06	<b>188,62</b>	<b>53,50</b>	28,4%	13,7%
DEPENSES DE PERSONNEL	83,22	<b>373,55</b>	<b>85,09</b>	22,8%	2,2%
DEPENSES D'ACQUISITION DE BIENS ET SERVICES	50,96	<b>166,54</b>	<b>28,83</b>	17,3%	-43,4%
DEPENSES DE TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	41,07	<b>248,78</b>	<b>39,40</b>	15,8%	-4,1%
PRETS NETS	14,99	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		
DEPENSES DES CAS		<b>48,68</b>	<b>0,00</b>		
<b>DEPENSES EN CAPITAL</b>	<b>106,38</b>	<b>601,74</b>	<b>123,97</b>	<b>20,6%</b>	<b>16,5%</b>
DEPENSES D'ACQUISITION DES IMMOBILISATIONS HORS PIP	3,46	<b>52,58</b>	<b>10,41</b>	19,8%	
<b>PROJET D'INVESTISSEMENT</b>	<b>102,92</b>	<b>549,16</b>	<b>113,55</b>	<b>20,7%</b>	<b>10,3%</b>
PROJETS D'INVESTISSEMENT FINANCES SUR RESSOURCES INTERNES	33,19	<b>161,67</b>	<b>56,80</b>	35,1%	71,1%
<b>PROJET D'INVESTISSEMENT FINANCES SUR RESSOURCES EXTERNES</b>	<b>69,73</b>	<b>387,49</b>	<b>56,75</b>	<b>14,6%</b>	<b>-18,6%</b>
EMPRUNTS	49,66	<b>220,55</b>	<b>42,90</b>	19,5%	
DONS	20,06	<b>166,94</b>	<b>13,86</b>	8,3%	-30,9%
<b>SOLDE BUDGÉTAIRE PRIMAIRE INTÉRIEUR</b>	<b>-12,61</b>	<b>153,92</b>	<b>21,12</b>	<b>13,7%</b>	<b>-267,5%</b>
<b>SOLDE GLOBAL PRIMAIRE</b>	<b>-61,66</b>	<b>-17,94</b>	<b>-21,78</b>	<b>121,4%</b>	<b>-64,7%</b>
<b>SOLDE GLOBAL DONS INCLUS (BASE ORD.)</b>	<b>-108,72</b>	<b>-206,56</b>	<b>-75,28</b>	<b>36,4%</b>	<b>-30,8%</b>
VARIATIONS DES ARRIERES	15,50	<b>0,00</b>	<b>10,55</b>		-31,9%
<b>SOLDE GLOBAL DONS INCLUS (BASE CAISSE)</b>	<b>-93,22</b>	<b>-206,56</b>	<b>-64,73</b>	<b>31,3%</b>	<b>-30,6%</b>
<b>FINANCEMENT</b>	<b>93,22</b>	<b>206,56</b>	<b>64,73</b>	<b>31,3%</b>	<b>-30,6%</b>
<b>FINANCEMENT INTERIEUR</b>	<b>71,97</b>	<b>-116,51</b>	<b>-107,12</b>	<b>91,9%</b>	<b>-248,8%</b>
SYSTEME BANCAIRE	121,35	<b>51,00</b>	<b>-0,92</b>		-100,8%
FINANCEMENT BANCAIRE HORS CHAMP	-20,18	<b>-167,51</b>	<b>-98,52</b>	58,8%	
FINANCEMENT INTERIEUR NON BANCAIRE	-29,20	<b>0,00</b>	<b>-7,67</b>		-73,7%
<b>FINANCEMENT EXTERIEUR</b>	<b>21,25</b>	<b>323,06</b>	<b>171,84</b>	<b>53,2%</b>	<b>708,7%</b>
EMPRUNTS NETS	21,25	<b>323,06</b>	<b>171,84</b>	53,2%	708,7%
AUTRES FINANCEMENTS EXTERIEURS	0,00	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		
<b>PRINCIPAUX INDICATEURS</b>					
<b>PIB NOMINAL</b>	<b>6 359,5</b>	<b>7 486,0</b>	<b>7 486,0</b>		
SOLDE GLOBAL DONS COMPRIS/ PIB	-1,7	<b>-2,8</b>	<b>-1,0</b>	36,4%	-41,2%
PRESSION FISCALE (RECETTES FISCALES / PIB)	3,3	<b>14,6</b>	<b>3,2</b>	21,6%	-3,7%
MASSE SALARIALE / RECETTES FISCALES	39,9	<b>34,1</b>	<b>36,0</b>	105,5%	-9,8%
<b>SUIVI DU PROGRAMME ECONOMIQUE ET FINANCIER DU FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL (FMI)</b>					
	OBJECTIFS A FIN MARS 2025	OBJECTIFS A FIN MARS 2026	REALISATION A FIN MARS 2026	OBSERVATIONS	
Solde du déficit budgétaire intérieur primaire	-67,0	<b>-91,0</b>	<b>21,1</b>	RESPECTER	
Non-accumulation d'arriérés extérieurs	0,0	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	RESPECTER	
Financement intérieur net	242,0	<b>3,0</b>	<b>-107,1</b>	RESPECTER	
Recettes globales	1 081,0	<b>198,0</b>	<b>236,6</b>	RESPECTER	
Dépenses sociales	360,0	<b>91,0</b>	<b>100,42</b>	RESPECTER	

Source : ACCE/DGTCP

## **2. COHERENCE ENTRE LE TOFE ET LA DETTE PUBLIQUE**

L'analyse met en évidence un écart de financement entre ces deux (2) sources d'information.

### **2.1. Données issues du TOFE**

Le déficit budgétaire, base ordonnancement, s'élève à 75,3 milliards contre 206,6 milliards prévus. La prise en compte des instances de paiement (10,6 milliards) a permis de dégager un déficit budgétaire, base caisse, de 64,7 milliards qui est financé par la dette et les autres flux.

Les emprunts nets qui ont servi à financer le déficit se chiffrent à 71,9 milliards et se décomposent comme suit :

- émissions intérieures nettes : -98,0 milliards constituées uniquement des titres publics (émissions brutes pour 108,6 milliards et remboursement pour 206,5 milliards) ;
- financement extérieur : 171,8 milliards (tirages pour 207,0 milliards et remboursement pour 35,0 milliards) ;
- remboursement du concours nets du FMI : 2.0 milliards.

Les autres flux regroupent ceux liés aux opérations bancaires et les flux non bancaires.

Les autres flux bancaires s'élèvent à -2,7 milliards et se décomposent comme suit :

- une augmentation des dépôts du Trésor vis-à-vis de la BCEAO : 3,3 milliards ;
- une augmentation des dépôts du Trésor vis-à-vis des banques commerciales : 0,6 milliard ;
- une souscription nulle des crédits directs auprès des banques commerciales.

Les flux non bancaires se chiffrent à 3,2 milliards et comprennent :

- la variation des comptes de dépôts des correspondants du Trésor pour 2,4 milliards ;
- les tirages et avances pour -5,9 milliards ;
- la consignations pour compte des projets pour 6,5 milliards ;
- Autres financements non bancaires pour 0,2 milliards.

Ces mouvements ont conduit à un résidu inexpliqué de 7,6 milliards qui n'est rien d'autre que l'erreur et omission contenu dans le TOFE.

TABLEAU DE COHERENCE ENTRE LE TOFE ET LA VARIATION DE LA DETTE

N°	POSTES	FIN MARS 2026		
		TOFE	DETTE	TOFE-DETTE
	<b>Solde global base ordonnancement</b>	<b>-75,28</b>	<b>-75,28</b>	<b>0,00</b>
	<b>Instances de paiement</b>	<b>10,55</b>	<b>10,55</b>	<b>0,00</b>
<b>1</b>	<b>Solde global base caisse</b>	<b>-64,73</b>	<b>-64,73</b>	<b>0,00</b>
<b>2</b>	<b>Emission nette (2)</b>	<b>-97,95</b>	<b>-97,95</b>	<b>0,00</b>
	<b>Emission</b>	<b>108,55</b>	<b>108,55</b>	<b>0,00</b>
	Bon du trésor	5,00	5,00	0,00
	Emprunt obligataire	103,55	103,55	0,00
	<b>Remboursement</b>	<b>-206,50</b>	<b>-206,50</b>	<b>0,00</b>
	Bon du trésor	-63,06	-63,06	0,00
	Emprunt obligataire	-143,45	-143,45	0,00
	<b>Autres financement intérieur</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>3</b>	<b>Financement extérieur net (3)</b>	<b>171,84</b>	<b>171,84</b>	<b>0,00</b>
	Décaissement	206,89	206,89	0,00
	Amortissement	-35,04	-35,04	0,00
<b>4</b>	<b>Concours nets du FMI (4)</b>	<b>-2,03</b>	<b>-2,03</b>	<b>0,00</b>
	Concours FMI	0,00		0,00
	Remboursement FMI	-2,03	-2,03	0,00
<b>5</b>	<b>Emprunts nets (5) = (2) + (3) + (4)</b>	<b>71,85</b>	<b>71,85</b>	<b>0,00</b>
<b>6</b>	<b>Dettes + déficit (6) = (1) + (5)</b>	<b>7,13</b>	<b>7,13</b>	<b>0,00</b>
<b>7</b>	<b>Autres flux bancaire (7)</b>	<b>0,55</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	BCEAO hors FMI	-3,29		
	Crédits bancaires	0,00		
	Variation des dépôts	3,84		
<b>8</b>	<b>Financement résiduel (8) = (6) + (7)</b>	<b>7,67</b>	<b>7,13</b>	<b>0,00</b>
<b>9</b>	<b>Financement non bancaire (9)</b>	<b>3,15</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	Comptes des correspondants du Trésor	2,40		
	Avances	-5,91		
	Consignations	6,49		
	Instances de paiement			
	Autres financement non bancaires	0,17		
<b>10</b>	<b>Solde à expliquer (10) = (8) + (9)</b>	<b>10,83</b>	<b>7,13</b>	<b>0,00</b>
	Période complémentaire			
	Variation des comptes de projets			
	Décotes sur émissions de titre			
	Commissions sur prêts			
	Effet de taux de change			
	<b>Résidu restant inexpliqué</b>	<b>10,83</b>	<b>7,13</b>	<b>0,00</b>
	<b>PIB nominal</b>	<b>7 486,00</b>		

Source : ACCE/DDPF/DGTCP

## 2.2. Données issues de la dette publique (ajustement stock-flux)

L'analyse vise à rapprocher les données de flux de la dette contenu dans le TOFE à la variation de l'encours de la dette observée au cours du premier trimestre 2026, afin de dégager les déterminants de l'accumulation de la dette publique.

Les données montrent que la variation de l'encours de la dette ne correspond pas exactement au financement net du déficit. Comme indiqué dans le tableau ci-dessous, les décaissements nets se chiffrent à 71,9 milliards à fin mars 2026, alors que l'encours de la dette a augmenté de 89,49 milliards au cours de la même période, soit un écart de 17,6 milliards.

Cet écart provient de plusieurs facteurs non budgétaires ou non captés dans le déficit budgétaire. Il s'agit, essentiellement :

- **des décalages entre demande de paiement et décaissement pour 1,74 milliard** : ils sont des décaissements liés aux projets comptabilisés tardivement ;
- **de l'effet de taux de change pour 9,5 milliards** : par rapport aux devises de la dette extérieure, cet effet diminue mécaniquement la valeur de l'encours ;
- **des tirages extérieurs, ne finançant pas directement le déficit budgétaire, pour 6,4 milliards** : ce sont des décaissements qui affectent des dépenses hors déficit.

**TABLEAU DE COHERENCE ENTRE LES FLUX DE LA DETTE ET LA VARIATION DE L'ENCOURS DE LA DETTE**

N°	Postes	Montant
1	Financement net du déficit	71,9
2	Variation de l'encours de la dette publique	89,5
	<b>Ecart (3)=(1)-(2)</b>	<b>-17,6</b>
<b>4</b>	<b>Autres flux</b>	<b>17,6</b>
	Flux antérieur	1,7
	Effet de taux de change	9,5
	Tirages non captés par le déficit budgétaire	6,4
	<b>Résidu inexpliqué</b>	<b>0,0</b>

**Source** : DDPF/DGTCP

### **3. COHERENCE ENTRE LA PNT ET LA PNG A FIN MARS 2026**

La méthodologie retenue pour la détermination de la PNT, tient compte des données enregistrées par le Trésor public dans ses livres comptables au titre des opérations de trésorerie pour le compte de l'administration centrale budgétaire. Ce sont ces données qui sont prises en compte dans le TOFE. L'analyse met en évidence l'écart entre la situation monétaire de la banque centrale (PNG) et la Position nette du Trésor (PNT) à fin mars 2026 telle qu'indiquée dans le TOFE.

#### **Créances nettes de la BCEAO**

Au 31 mars 2026, dans la PNG tout comme dans la PNT, on note que la variation des créances nette de la banque centrale vis-à-vis de l'administration centrale se chiffre à -5,3 milliards. Les créances de la banque centrale et les dépôts de l'administration centrale s'élèvent respectivement à 2,0 milliards et -3,3 milliards dans les deux (2) situations. Ces créances correspondent aux remboursements du concours du FMI.

#### **Créances nettes des banques commerciales**

A fin mars 2026, la variation des créances nette des banques commerciales vis-à-vis de l'administration centrale contenue dans la PNG se chiffre à 11,3 milliards contre 1,2 milliard dans la PNT dégageant ainsi un écart de 10,1 milliards. Cet écart se décompose en 14,7 milliards pour les créances et 4,6 milliards pour les engagements.

Les créances des banques commerciales vis-à-vis de l'administration centrale sont constitués des crédits et du portefeuille des titres publics. Globalement, ces créances s'élèvent 15,3 milliards pour la PNG et 0,6 milliard pour la PNT. Cet écart de 14,7 milliards constatés, provient essentiellement des différences de champs de couverture entre les deux situations ainsi que le traitement des instruments financiers (crédits directs et titres publics). Au niveau des dépôts, en dehors de ceux de l'administration centrale budgétaire qui se chiffrent à 0,6 milliard dans les deux (2) situation, la PNG intègre les dépôts des autres unités extrabudgétaires qui s'élèvent 4,6 milliards.

Il convient de noter que la PNG couvre l'administration publique, la PNT couvre l'administration centrale budgétaire. Le Trésor public a initié certaines actions de rapprochement de données avec les banques afin de pouvoir identifier les éléments d'écart constatés.

Le tableau suivant récapitule ces informations.

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LA PNG ET LA PNT

N°	POSTES	FIN MARS 2026		
		PNG	PNT	PNG-PNT
<b>1</b>	<b>Banque centrale / BCEAO</b>	<b>-5,33</b>	<b>-5,33</b>	<b>0,00</b>
<b>1.1</b>	<b>Créances de la BCEAO</b>	<b>-2,02</b>	<b>-2,02</b>	<b>0,00</b>
	Concours du FMI	-2,03	-2,03	0,00
	Concours adossés aux DTS	0,00		0,00
	Créances BCEAO	0,01	0,01	0,00
<b>1.2</b>	<b>Engagements de la BCEAO</b>	<b>3,30</b>	<b>3,30</b>	<b>0,00</b>
	Encaisses du Trésor	0,00		0,00
	Dépôts	-1,75	3,30	-5,05
	Autres engagements	5,05		5,05
<b>2</b>	<b>Banque commerciales</b>	<b>-13,23</b>	<b>4,40</b>	<b>-17,64</b>
<b>2.1</b>	<b>Créances des banques commerciales</b>	<b>-9,23</b>	<b>0,56</b>	<b>-9,79</b>
	Crédits	-26,69	0,00	-26,69
	Portefeuille de titres du Trésor	17,46	0,56	16,90
<b>2.2</b>	<b>Engagements des banques commerciales</b>	<b>4,00</b>	<b>-3,84</b>	<b>7,84</b>
	Dépôts de l'administration centrale	-3,84	-3,84	0,00
	Dépôts des autres unités extrabudgétaires	7,84		7,84
	Autres engagements	0,00		0,00
<b>3</b>	<b>CRÉANCES NETTES DU SYSTÈME BANCAIRE</b>	<b>-18,56</b>	<b>-0,92</b>	<b>-17,64</b>

*Source* : ACCE à partir des données de la BCEAO et de la TGE